



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/700
1er décembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
Pont 63 de l'ordre du jour

EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE CLÔTURE DE LA DOUZIÈME
SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Peter GOOSEN (Afrique du Sud)

I. INTRODUCTION

1. La question intitulée :

"Examen et application du Document de clôture de la douzième session
extraordinaire de l'Assemblée générale :

- a) Mesures de confiance à l'échelon régional;
- b) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
- c) Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs en matière de désarmement;
- d) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement;
- e) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes"

a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale conformément à ses résolutions 48/76 A à E du 16 décembre 1993.

2. À sa 3e séance plénière, le 23 septembre 1994, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.

3. À sa 2e séance, le 13 octobre, la Première Commission a décidé de tenir un débat général sur tous les points relatifs au désarmement et à la sécurité internationale qui lui avaient été renvoyés, à savoir les points 53 à 66, 68 à 72 et 153. Les délibérations sur ces points ont eu lieu de la 3e à la 10e séance, du 17 au 24 octobre 1994 (voir A/C.1/49/PV.3 à 10). L'examen structuré de questions précises concernant l'approche thématique adoptée a eu lieu les 25, 26, 27 et 31 octobre et le 1er novembre. Les projets de résolution se rapportant à ces points ont été examinés aux 12e à 16e séances, les 3, 4, 7 et 9 novembre 1994 (voir A/C.1/49/PV.12 à 16). La Commission s'est prononcée sur les projets de résolution se rapportant à ces points aux 19e à 25e séances, tenues du 12 au 18 novembre 1994 (voir A/C.1/49/PV.19 à 25).

4. Pour l'examen du point 63, la Première Commission était saisie des documents suivants :

- a) Rapport de la Conférence du désarmement¹;
- b) Rapport du Secrétaire général sur le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement (A/49/371);
- c) Rapport du Secrétaire général sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (A/49/389);
- d) Rapport du Secrétaire général sur le programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs en matière de désarmement (A/49/504);
- e) Rapport du Secrétaire général sur les mesures de confiance à l'échelon régional (A/49/546);
- f) Lettre datée du 21 février 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/80-S/1994/204);
- g) Lettre datée du 21 avril 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/132);
- h) Lettre datée du 10 mai 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/155-S/1994/556);

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 27 (A/49/27).

i) Lettre datée du 24 mai 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/165-S/1994/616);

j) Lettre datée du 5 septembre 1994, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies transmettant le texte du communiqué du vingt-cinquième Forum du Pacifique Sud, tenu à Brisbane (Australie) du 31 juillet au 2 août 1994 (A/49/381);

k) Lettre datée du 25 juin 1994, adressée au Secrétaire général par le Ministre égyptien des affaires étrangères transmettant le texte des documents adoptés par la onzième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, tenue au Caire du 31 mai au 3 juin 1994 (A/49/287-S/1994/894 et Corr.1);

l) Lettre datée du 17 octobre 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies transmettant le communiqué publié à l'issue de la réunion des ministres des affaires étrangères et des chefs de délégation du Mouvement des pays non alignés à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 5 octobre 1994 (A/49/532-S/1994/1179).

II. EXAMEN DES PROJETS DE RÉOLUTION

A. Projet de résolution A/C.1/49/L.8

5. Le 31 octobre, la Bolivie, le Costa Rica, le Honduras, l'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), le Mexique, le Myanmar, le Nicaragua, Sri Lanka, l'Ukraine et le Venezuela ont déposé un projet de résolution intitulé "Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement" (A/C.1/49/L.8), dont le Népal s'est par la suite porté coauteur. Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Mexique à la 14e séance, le 7 novembre.

6. À sa 20e séance, le 15 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/49/L.8 sans le mettre aux voix (voir le projet de résolution A, par. 17).

B. Projet de résolution A/C.1/49/L.12

7. Le 31 octobre, l'Algérie, l'Allemagne, l'Australie, le Bénin, la Bulgarie, la Chine, Cuba, la Finlande, la France, la Grèce, l'Iran (République islamique d'), le Japon, le Mali, le Myanmar, la Namibie, le Népal, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, la Pologne, la République de Corée, la République populaire démocratique de Corée, la République tchèque, la Roumanie, la Suède, le Togo, la Trinité-et-Tobago et le Venezuela ont soumis un projet de résolution intitulé "Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs en matière de désarmement" (A/C.1/49/L.12), dont les pays ci-après se sont par la suite portés coauteurs : Afrique du Sud, Argentine, Bolivie, Brésil, Éthiopie, Ghana, Guinée, Hongrie, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Mongolie, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande et

Zimbabwe. Le projet de résolution a été présenté par le représentant du Nigéria à la 15e séance, le 9 novembre.

8. À sa 20e séance, le 15 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/49/L.12 sans le mettre aux voix (voir le projet de résolution B, par. 17).

C. Projet de résolution A/C.1/49/L.20 et Rev.1

9. Le 1er novembre, un projet de résolution intitulé "Mesures de confiance à l'échelon régional" (A/C.1/49/L.20) a été déposé par les pays suivants : Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad et Zaire. Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Cameroun à la 14e séance, le 7 novembre.

10. Le 10 novembre, les auteurs, auxquels s'est joint le Kenya, ont déposé un projet de résolution révisé (A/C.1/49/L.20/Rev.1) qui contenait la modification suivante : le paragraphe 7, libellé comme suit :

"7. Prie le Secrétaire général, les organismes et les États tiers intéressés à apporter leur concours à la formation et à la préparation des unités spécialisées dans le maintien de la paix dans les pays membres du Comité;"

a été remplacé par le texte suivant :

"7. Prie les États Membres et les organisations non gouvernementales de faciliter et de promouvoir l'instruction et la préparation d'unités spécialisées dans les opérations de paix dans les pays membres du Comité;"

11. À la 20e séance, le 15 novembre, le représentant du Cameroun a révisé oralement le paragraphe 6 en insérant, après les mots "États Membres", les mots "de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale".

12. À la même séance, la Commission a adopté sans vote le projet de résolution A/C.1/49/L.20/Rev.1 tel qu'il avait été révisé oralement (voir projet de résolution C, par. 17).

D. Projet de résolution A/C.1/49/L.26

13. Le 2 novembre, l'Argentine, le Bangladesh, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, la Gambie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États d'Afrique), le Honduras, la Jamaïque, la Mongolie, le Myanmar, le Népal, le Nicaragua, le Pakistan, Panama, le Paraguay, le Pérou, la République démocratique populaire lao, la République dominicaine, la République populaire démocratique de Corée, Singapour, Sri Lanka, le Venezuela et le Viet Nam ont présenté un projet de résolution intitulé "Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale : Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le

Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes" (A/C.1/49/L.26), dont les pays suivants se sont portés coauteurs : Afrique du Sud, Belize, Brunei Darussalam, Guatemala, Sainte-Lucie, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago et Uruguay. Le projet de résolution a été présenté par le représentant du Togo à la 15e séance, le 9 novembre.

14. À la 21e séance, le 16 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/49/L.26 sans le mettre aux voix (voir projet de résolution D, par. 17).

Projet de résolution A/C.1/49/L.31

15. Le 2 novembre, le Bangladesh, le Bhoutan, la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, l'Égypte, l'Éthiopie, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, Madagascar, la Malaisie, le Mexique, le Myanmar, la République démocratique populaire lao, la République populaire démocratique de Corée, le Soudan et le Viet Nam ont déposé un projet de résolution intitulé "Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale : Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires" (A/C.1/49/L.31), dont le Costa Rica et Haïti se sont portés coauteurs. Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Inde à la 14e séance, le 7 novembre.

16. À la 22e séance, le 17 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/49/L.31 par 98 voix contre 23, avec 31 abstentions (voir projet de résolution E, par. 17). Il a été procédé à un vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Afrique du Sud, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

/...

Ont voté contre : Allemagne, Andorre, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Turquie.

Se sont abstenus : Albanie, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bélarus, Bulgarie, Estonie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Géorgie, Îles Marshall, Irlande, Israël, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Zélande, République de Corée, République de Moldova, Samoa, Slovénie, Suède, Tadjikistan, Ukraine.

III. RECOMMANDATIONS DE LA PREMIÈRE COMMISSION

17. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution dont le texte suit :

Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale

A

Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant la décision qu'elle a prise en 1982 à sa douzième session extraordinaire, la deuxième consacrée au désarmement, de lancer la Campagne mondiale pour le désarmement²,

Ayant à l'esprit ses diverses résolutions sur la question, y compris la résolution 47/53 D du 9 décembre 1992, dans laquelle elle a notamment décidé que la Campagne mondiale pour le désarmement serait connue désormais sous le nom de "Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement" et le Fonds d'affectation spéciale de la Campagne mondiale pour le désarmement sous le nom de "Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement",

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général, en date du 9 septembre 1994, sur le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement³, et son rapport, en date du 2 septembre 1994 sur les travaux que le

² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, Séances plénières, 1re séance, par. 110 et 111.

³ A/49/371.

Conseil consultatif pour les questions de désarmement a consacré au Programme⁴, ainsi que l'Acte final de la douzième Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions au Programme⁵, qui s'est tenue le 28 octobre 1994,

Notant avec satisfaction les contributions que les États Membres ont déjà apportées au Programme,

1. Accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général, en date du 9 septembre 1994, sur le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement³;

2. Félicite le Secrétaire général des efforts qu'il fait pour bien utiliser les ressources dont il dispose afin de diffuser aussi largement que possible des informations sur la limitation des armements et le désarmement auprès des personnalités élues, des médias, des organisations non gouvernementales, des milieux de l'enseignement et des instituts de recherche, de même que pour exécuter un programme dynamique de séminaires et de conférences;

3. Prend note avec satisfaction des contributions apportées aux activités du Programme par les centres d'information des Nations Unies et les centres régionaux pour le désarmement;

4. Recommande que le Programme fasse porter principalement ses efforts sur les objectifs suivants :

a) Informer et éduquer le public de façon concrète, équilibrée et objective pour l'amener à comprendre combien il importe d'appuyer l'action multilatérale dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement menée notamment par l'Organisation des Nations Unies et par la Conférence du désarmement;

b) Faciliter la libre circulation des idées et les échanges d'informations entre le secteur public et les groupes et organismes de défense de l'intérêt public et constituer une source indépendante d'informations équilibrées et concrètes, qui tienne compte d'un large éventail d'opinions, afin d'alimenter un débat éclairé sur la limitation des armements, le désarmement et la sécurité;

c) Organiser des réunions pour faciliter les échanges de vues et d'informations entre les secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et entre les experts gouvernementaux et autres, afin de faciliter la recherche d'un terrain d'entente;

5. Invite tous les États Membres à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement;

⁴ A/49/360.

⁵ A/CONF.174/L.2.

6. Sait gré au Secrétaire général d'appuyer les efforts que font les universités, les autres établissements d'enseignement et les organisations non gouvernementales s'occupant d'enseignement pour développer partout dans le monde l'éducation en matière de désarmement, et l'invite à continuer de fournir un appui aux établissements d'enseignement et aux organisations non gouvernementales qui poursuivent de tels efforts et à leur offrir sa coopération, sans qu'il en résulte de dépenses au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;

7. Décide de convoquer, à sa cinquantième session, une treizième conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions au Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement et exprime l'espoir que les États Membres qui n'ont pas encore annoncé de contributions volontaires le feront à cette occasion, compte tenu des objectifs de la troisième Décennie du désarmement⁶ et de la nécessité d'en assurer le succès;

8. Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante et unième session, un rapport portant à la fois sur la façon dont les organismes des Nations Unies auront exécuté, durant les deux années précédentes, les activités au titre du Programme et sur celles qu'ils envisagent pour les deux années suivantes;

9. Décide également d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session la question intitulée "Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement".

B

Programme de bourses d'études, de formation et de services
consultatifs en matière de désarmement

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement⁷,

Rappelant sa décision, figurant au paragraphe 108 du Document final de sa dixième session extraordinaire⁸, la première consacrée au désarmement, d'instituer un programme de bourses d'études sur le désarmement, ainsi que ses

⁶ Voir résolution 45/62 A, annexe.

⁷ A/49/504.

⁸ Résolution S-10/2.

décisions, figurant à l'annexe IV du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire⁹, la deuxième consacrée au désarmement, par lesquelles elle a notamment décidé de poursuivre le programme,

Notant avec satisfaction que le programme a déjà permis de former un nombre appréciable de fonctionnaires originaires de diverses régions géographiques représentées au sein du système des Nations Unies, dont la plupart occupent maintenant dans leur pays ou leur gouvernement des postes de responsabilité en matière de désarmement,

Rappelant également ses résolutions 37/100 G du 13 décembre 1982, 38/73 C du 15 décembre 1983, 39/63 B du 12 décembre 1984, 40/151 H du 16 décembre 1985, 41/60 H du 3 décembre 1986, 42/39 I du 30 novembre 1987, 43/76 F du 7 décembre 1988, 44/117 E du 15 décembre 1989, 45/59 A du 4 décembre 1990, 46/37 E du 6 décembre 1991, 47/53 A du 9 décembre 1992 et 48/76 C du 16 décembre 1993,

Notant également avec satisfaction que, tel qu'il a été conçu, le programme a permis à un nombre accru de fonctionnaires, en particulier de pays en développement, d'approfondir leurs connaissances dans le domaine du désarmement,

Estimant que les formes d'assistance offertes par le programme aux États Membres, en particulier aux pays en développement, permettront aux fonctionnaires de ces pays de mieux suivre les délibérations et négociations tant bilatérales que multilatérales actuellement en cours sur le désarmement,

1. Réaffirme les décisions figurant dans l'annexe IV du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire et le rapport du Secrétaire général¹⁰ qu'elle a approuvés par sa résolution 33/71 E du 14 décembre 1978;

2. Remercie les Gouvernements allemand, finlandais, français, japonais et suédois d'avoir invité les boursiers de 1994 à étudier certaines activités dans le domaine du désarmement, servant par là les objectifs d'ensemble du programme;

3. Note avec satisfaction que, dans le cadre du programme, le Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat organise des stages régionaux sur le désarmement pour l'Afrique, pour l'Asie et le Pacifique, ainsi que pour l'Amérique latine et les Caraïbes;

4. Rend hommage au Secrétaire général pour la diligence avec laquelle s'est poursuivie l'exécution du programme;

5. Prie le Secrétaire général de poursuivre, dans les limites des ressources existantes, l'exécution du programme organisé à Genève et de lui rendre compte à sa cinquantième et unième session;

⁹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, Annexes, points 9 à 13 de l'ordre du jour, document A/S-12/32.

¹⁰ A/33/305.

6. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquantième session une question intitulée "Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement".

C

Mesures de confiance à l'échelon régional

L'Assemblée générale,

Rappelant les buts et principes de l'Organisation des Nations Unies et sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies,

Ayant à l'esprit les principes directeurs en vue d'un désarmement général et complet adoptés à sa dixième session extraordinaire, la première consacrée au désarmement,

Rappelant également ses résolutions 43/78 H et 43/85 du 7 décembre 1988, 44/21 du 15 novembre 1989, 45/58 M du 4 décembre 1990, 46/37 B du 6 décembre 1991, 47/53 F du 15 décembre 1992 et 48/76 A du 16 décembre 1993,

Considérant l'importance et l'efficacité des mesures de confiance prises sur l'initiative et avec la participation de tous les États concernés et compte tenu des caractéristiques propres à chaque région, du fait que ces mesures peuvent contribuer au désarmement régional ainsi qu'à la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte,

Convaincue que les ressources libérées par le désarmement, y compris le désarmement régional, peuvent être consacrées au développement économique et social et à la protection de l'environnement pour le bénéfice de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement,

Tenant compte de la création par le Secrétaire général, le 28 mai 1992, du Comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, dont le rôle est de promouvoir la limitation des armements, le désarmement, la non-prolifération et le développement dans la sous-région,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les mesures de confiance à l'échelon régional¹¹ qui porte sur les réunions du Comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité en Afrique centrale tenues à Yaoundé en avril et en septembre 1994;

2. Réaffirme son soutien aux efforts visant à promouvoir les mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et de promouvoir le désarmement, la non-prolifération et le règlement pacifique des différends en Afrique centrale;

¹¹ A/49/546.

3. Réaffirme également son soutien au programme de travail du Comité consultatif permanent adopté à la réunion d'organisation du Comité tenue à Yaoundé du 27 au 31 juillet 1992;

4. Prend note de la volonté des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale de réduire les effectifs, les équipements et les budgets militaires dans la sous-région et de poursuivre l'examen des études réalisées sur ce sujet en vue de parvenir à des accords à cette fin;

5. Se félicite qu'ait été paraphé le Pacte de non-agression entre les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, qui est de nature à contribuer à la prévention des conflits et au renforcement de la confiance dans la sous-région, et encourage ces États à le signer dès que possible;

6. Accueille également avec satisfaction la décision prise par les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale de participer aux opérations de maintien de la paix dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine et de créer à cet effet, au sein de leurs forces armées respectives, des unités spécialisées dans les opérations de maintien de la paix;

7. Prie les États Membres et les organisations non gouvernementales de faciliter et de promouvoir l'instruction et la préparation d'unités spécialisées dans les opérations de paix dans les pays membres du Comité;

8. Prie également le Secrétaire général de continuer à fournir une assistance aux États d'Afrique centrale pour la mise en oeuvre du programme de travail du Comité consultatif permanent;

9. Prie en outre le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquantième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

10. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquantième session la question intitulée "Mesures de confiance à l'échelon régional".

D

Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 40/151 G du 16 décembre 1985, 41/60 D du 3 décembre 1986, 42/39 J du 30 novembre 1987 et 43/76 D du 7 décembre 1988 sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, 41/60 J du 3 décembre 1986, 42/39 K du 30 novembre 1987 et 43/76 H du 7 décembre 1988 sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes,

/...

42/39 D du 30 novembre 1987 et 43/76 G du 7 décembre 1988 sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et 44/117 F du 15 décembre 1989, 45/59 E du 4 décembre 1990 et 46/37 F du 9 décembre 1991 sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes,

Réaffirmant ses résolutions 46/36 F du 6 décembre 1991 et 47/52 G du 9 décembre 1992 sur le désarmement régional, notamment les mesures de confiance,

Rappelant également sa résolution 48/76 E du 16 décembre 1993 sur les centres régionaux pour le désarmement,

Ayant à l'esprit les dispositions du paragraphe premier de l'Article 11 de la Charte des Nations Unies selon lesquelles l'Assemblée générale a pour fonction d'étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements,

Consciente que l'évolution des relations internationales a créé de nouvelles possibilités pour la poursuite du désarmement tout en présentant de nouveaux défis,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les activités des centres régionaux¹²,

Convaincue que les initiatives et activités mutuellement convenues par les États Membres dans leurs régions respectives en vue de promouvoir la confiance mutuelle et la sécurité, ainsi que l'exécution et la coordination des activités régionales menées dans le cadre du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement, encourageraient et faciliteraient l'élaboration de mesures efficaces de confiance, de limitation des armements et de désarmement dans ces régions,

Se félicitant des programmes d'activité des centres régionaux, qui ont beaucoup contribué à la compréhension et à la coopération entre les États dans chaque région et donc renforcé le rôle de chaque centre régional dans les domaines de la paix, du désarmement et du développement,

Sachant qu'il faut assurer aux centres régionaux une viabilité et une stabilité financières qui les aident à bien planifier et exécuter leurs programmes d'activité,

Exprimant sa gratitude aux États Membres, aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales et aux fondations qui ont versé des contributions aux fonds d'affectation spéciale des trois centres régionaux,

¹² A/49/389.

1. Fait l'éloge des activités menées par les centres régionaux pour définir et mieux faire comprendre les questions pressantes qui se posent en matière de désarmement et de sécurité et pour rechercher les meilleures solutions, compte tenu des conditions particulières existant dans chaque région, conformément à leur mandat;

2. Encourage les centres régionaux à continuer de s'employer toujours davantage à encourager la coopération avec les organisations sous-régionales et régionales et entre les États de leur région afin d'aider à mettre au point des mesures efficaces de confiance, de limitation des armements et de désarmement, en vue de renforcer la paix et la sécurité;

3. Encourage également un recours plus large aux moyens dont disposent les centres régionaux pour maintenir l'intérêt accru porté à la revitalisation de l'Organisation et l'impulsion donnée à ce processus pour relever les défis présentés par une nouvelle phase des relations internationales afin de mettre en oeuvre les buts et les principes de la Charte des Nations Unies qui ont trait à la paix, au désarmement et au développement compte tenu des directives et recommandations concernant des approches régionales du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale, adoptées par la Commission du désarmement lors de sa session de fond de 1993¹³;

4. Engage de nouveau les États Membres ainsi que les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales et les fondations à verser des contributions volontaires pour renforcer les programmes d'activité des centres régionaux et leur exécution;

5. Prie le Secrétaire général de continuer à fournir aux centres tout l'appui dont ils ont besoin pour exécuter leurs programmes d'activité;

6. Demande au Secrétaire général de veiller à ce que les directeurs des centres régionaux soient basés sur place en vue de revitaliser les activités des centres;

7. Prie également le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquantième session de l'application de la résolution 46/37 F et de la présente résolution;

8. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquantième session la question intitulée "Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes".

¹³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 42 (A/48/42), annexe II.

E

Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires

L'Assemblée générale,

Convaincue que l'emploi d'armes nucléaires fait peser la menace la plus grave sur la survie de l'humanité,

Convaincue également qu'un accord multilatéral interdisant l'emploi ou la menace d'armes nucléaires renforcerait la sécurité internationale et contribuerait à créer le climat voulu pour des négociations qui conduiraient à l'élimination définitive des armes nucléaires,

Se félicitant du Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs, signé à Moscou le 3 janvier 1993, en vue de réduire, en l'an 2003 au plus tard, leurs arsenaux stratégiques respectifs à un nombre total d'ogives stratégiques déployées ne devant pas dépasser 3 500,

Consciente que les mesures que les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie ont récemment adoptées pour réduire leurs arsenaux nucléaires et améliorer le climat international peuvent aider à l'élimination complète des armes nucléaires, qui constitue l'objectif à atteindre,

Rappelant qu'au paragraphe 58 du Document final de sa dixième session extraordinaire⁸, elle a déclaré que tous les États devraient participer activement aux efforts visant à instaurer dans les relations internationales entre États des conditions qui permettent de s'accorder sur un code de conduite pacifique des nations dans les affaires internationales et qui excluraient la possibilité de l'emploi ou de la menace d'armes nucléaires,

Réaffirmant que toute forme d'emploi d'armes nucléaires constituerait une violation de la Charte des Nations Unies et un crime contre l'humanité, comme elle l'a déclaré dans ses résolutions 1653 (XVI) du 24 novembre 1961, 33/71 B du 14 décembre 1978, 34/83 G du 11 décembre 1979, 35/152 D du 12 décembre 1980 et 36/92 I du 9 décembre 1981,

Soulignant qu'une convention internationale constituerait une étape sur la voie de l'élimination complète des armes nucléaires en vue d'un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Notant avec regret que la Conférence du désarmement n'a pu entreprendre de négociations sur la question lors de sa session de 1994,

1. Réitère sa demande à la Conférence du désarmement d'entreprendre, en priorité, des négociations en vue de parvenir à un accord sur une convention internationale interdisant en toutes circonstances l'emploi ou la menace d'armes nucléaires, éventuellement sur la base du projet de convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires qui figure en annexe à la présente résolution;

2. Prie la Conférence du désarmement de lui présenter un rapport sur les résultats de ces négociations.

ANNEXE

Projet de convention sur l'interdiction de l'utilisation
des armes nucléaires

Les États parties à la présente Convention,

Alarmés par la menace que représente pour la survie même de l'humanité l'existence des armes nucléaires,

Convaincus que toute forme d'emploi d'armes nucléaires constitue une violation de la Charte des Nations Unies et un crime contre l'humanité,

Convaincus également que la présente Convention constituerait une étape sur la voie de l'élimination complète des armes nucléaires en vue d'un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Résolus à poursuivre les négociations pour atteindre cet objectif,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Les États parties à la présente Convention s'engagent solennellement à n'employer ni menacer d'employer les armes nucléaires en aucune circonstance.

Article 2

La Convention demeurera en vigueur indéfiniment.

Article 3

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États. Les États qui n'auront pas signé la Convention avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourront y adhérer à tout moment.

2. La présente Convention sera soumise à la ratification des États signataires. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire des instruments de ratification et d'adhésion.

3. La présente Convention entrera en vigueur lorsque 25 gouvernements auront déposé les instruments de ratification, y compris les gouvernements des cinq États dotés de l'arme nucléaire, conformément au paragraphe 2 du présent article.

4. Pour les États qui déposeront les instruments de ratification ou d'adhésion après l'entrée en vigueur de la Convention, celle-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Le dépositaire informera promptement tous les États qui auront signé la Convention ou y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date de

/...

dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion et de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, ainsi que de la date de la réception de toute autre communication.

6. La présente Convention sera enregistrée par le depositaire conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 4

La présente Convention, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en adressera des copies dûment certifiées conformes aux gouvernements des États qui auront signé la Convention ou y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à _____, le _____ jour du mois de _____ mil neuf cent _____.
